

Dix ans après les soulèvements : les perspectives de l'islam politique

1/2

Responsable

Anca Munteanu
(Geneva Center for Security
Policy)

Mercredi 12 juillet 2023
8h30-10h30
Salle Athéna 047

Intervenants

Théo Blanc
(Institut Universitaire Européen)

Housamedden Darwish
(Centre for Advanced Studies
in the Humanities and Social
Sciences, Leipzig University)

Leila Seurat
(Centre arabe de recherche et
d'études politiques de Paris)

Résumé de l'atelier

En janvier 2011, la chute de la dictature tunisienne a ouvert le cycle des soulèvements populaires. Ces protestations se sont étendues au Maroc où la population a également contesté le *statu quo*. L'issue du Printemps arabe en Tunisie et au Maroc indique la différence entre les deux régimes, le second étant plus verrouillé que le premier. Néanmoins, une décennie après le Printemps arabe, ces deux régimes (autoritaires) se ressemblent de plus en plus depuis que le président actuel, Kaïs Saïed (depuis 2019), a dissous le Parlement tunisien et s'est orienté vers une centralisation du pouvoir. Dix ans après les soulèvements, les perspectives de l'islam politique dans la région sont marquées par la défaite électorale du PJD en septembre 2021 et la marginalisation politique d'Ennahdha depuis juillet 2021.

Dans une perspective comparative et à l'aune du contexte (inter) national récent, ce panel interroge la capacité des islamistes à s'adapter et à renouveler leurs projets politiques. À partir d'une analyse approfondie des interactions entre acteurs depuis 2010, il met l'accent sur les oppositions et leurs résultats au sein des groupes islamistes, ainsi qu'entre représentants politiques. Le panel souligne qu'au cours de ce processus, la capacité des islamistes à trouver de nouvelles stratégies de légitimation est essentielle pour leur continuité dans l'arène politique. Enfin, à travers des analyses théoriques et des études de cas, certaines études soulignent l'oscillation (possible) des groupes islamistes d'une part vis-à-vis de l'exercice du pouvoir, et d'autre part, vis-à-vis de la lutte armée.

Programme

Théo Blanc,
Ennahdha : la Renaissance par l'échec ?

Le coup d'État du Président Kais Saïed le 25 juillet 2021, en mettant un terme au jeu politique institué par la transition démocratique, contraint le parti islamiste tunisien Ennahdha (« Renaissance ») à dresser le bilan critique de son exercice du pouvoir. Le parti était en effet en crise avant le coup d'État : division par trois de sa base électorale entre 2011 et 2019, fronde interne et externe (Itilaf al-Karama), soutien répété et controversé à des gouvernements technocratiques en dépit d'élections (ex. gouvernement de Hichem Mechichi), démission de nombreux cadres nationaux et régionaux et création de nouvelles organisations (ex. Afeq Tounès), et manque chronique de jeunes militants et de compétences techniques pour appuyer son processus de professionnalisation. Surtout, le coup d'État vient sanctionner une politique de consensus (*tawafuq*)

dont Ennahdha pensait qu'elle était le meilleur rempart contre le retour de la dictature.

En réalité, la stabilité factice du consensus s'est transformée en un immobilisme et a donné l'image d'une classe politique corporatiste au détriment des citoyens, fournissant ainsi le meilleur argument pour justifier le retour à un pouvoir autoritaire. Cette obsession du consensus repose sur une vision du conflit politique comme mauvais en soi (laquelle est un héritage du régime autoritaire), qui a sous-tendu l'échec à créer les conditions d'un pluralisme politique sain.

Alors qu'Ennahdha était parvenu, au moyen de l'adoption de la constitution de janvier 2014, à accomplir ses missions historiques de protection de l'identité tunisienne et de défenses des libertés civiques et politiques, le parti a échoué à mener des réformes socio-économiques porteuses de justice sociale et de développement local – échec qui découle lui-même largement de la politique de consensus (de ce point de vue, l'échec d'Ennahdha n'est pas venu de l'idéologie mais de l'économie). Or, le coup d'État du Président Saïed, en reléguant Ennahdha dans l'opposition, donne un nouveau souffle au parti en lui permettant de réendosser son rôle historique de défenseur des libertés. Aussi, le parti est-il soucieux de montrer, en tant qu'acteur majeur du Front de salut national (*Jabhat al-khalas al-watani*), que sa priorité n'est pas de retourner au pouvoir, mais de restaurer le processus démocratique et les libertés publiques. Ce discours dissimule toutefois une ambivalence entre, d'une part, le repli confortable sur sa fonction d'opposition et l'effort de faire patte blanche, et d'autre part la demande interne de révisions de fonds au prochain congrès du parti (le 11^e, prévu pour décembre 2022). Au-delà des questions de leadership et de démocratie interne, le congrès pourrait être l'occasion de prendre la question des réformes socio-économiques à bras le corps. Jusqu'ici, ce sujet a été largement évité du fait des grandes différences de vues au sein du parti (libéraux vs socialistes), les militants acceptant de fait que leur unité se fasse au détriment de la question sociale. Pour Ennahdha, tout l'enjeu est de dépasser le confort de la fonction tribunicienne permise par le coup d'État pour se réformer en profondeur. Jusqu'ici, ce travail n'a pas pu être fait car Ennahdha a préféré contracter des alliances avec des forces antagonistes plutôt que d'être le principal parti d'opposition. Occupant désormais ce rôle par la force des choses, le parti saura-t-il tirer profit de l'intermède dans l'exercice du pouvoir pour organiser la renaissance de son projet politique ?

Housamedden Darwish

Political Islam and its Prospects in the Arab and Islamicate World(s) in the Post-Arab Spring Era

Based on conceptual analysis, textual and hermeneutical interpretation and historical description as well as analysis of some of the main events related to the Arab Spring revolutions, this paper seeks to answer the question: what are the prospects for political Islam in the Arab and Islamicate world(s) more than ten years after the outset of the Arab Spring revolutions and uprisings?

To this end, it is important to draw a distinction between the concept of political Islam and other related concepts, such as: jihadi Islam, Islamism, official Islam and preaching/missionary Islam.

In addition to this, the paper must examine two leading theses on political Islam. One (represented by Abu Yarub Al-Marzouki and Muhammad Mukhtar Al-Shanqiti) that suggests that political Islam is the fate/destiny of Arab and Islamicate societies, if these societies are given the opportunity to politically express themselves and choose their political representatives. The second (represented by scholars such as Aziz al-Azmeh and Wael Salih) warns of the danger of political Islam, due to its necessary conflict with the principles of democracy and (individual) human rights.

Lastly, the relationship between political Islam and the "other" – represented in society and the political and religious parties, on one hand, and authority and/or the state, on the other – is also taken into consideration. In studying the post-Arab Spring era (2011-2021) in countries such as Egypt, Jordan,

Libya, Morocco, Syria, Tunisia, and Yemen, the presentation argues that one of the crucial factors that may determine the outcome "in the Arab Muslim-majority countries/the Arab Islamicate world(s), (in the Hodgsonian sense)", is the interpretation of (the concepts of) the nation state and the civil state in general.

Leila Seurat

Le Hamas : les politiques de légitimation des groupes armés

Cette contribution porte sur la politique de légitimation du Hamas à partir de sa victoire aux élections législatives de janvier 2006 et du boycott qui lui a été imposé. Il montre comment le mouvement palestinien, qui avait au départ tenté de changer l'attitude de la communauté internationale et d'obtenir une forme de reconnaissance officielle par des puissances extérieures, va progressivement évoluer vers d'autres stratégies de légitimation, se contentant d'une reconnaissance non-officielle et se concentrant sur la valorisation de son image auprès des Palestiniens. L'inscription dans les institutions palestiniennes et la conformité avec une Autorité palestinienne (AP) discréditée peut en effet nuire à sa crédibilité en Palestine comme l'atteste la trajectoire du Fatah qui l'a précédé. Afin d'étayer cet argument, nous nous concentrons sur l'évolution de la position du Hamas d'une part vis-à-vis de l'exercice du pouvoir, d'autre part vis-à-vis de la lutte armée. Tentant de confondre son destin avec celui de tous les palestiniens, le Hamas s'inscrit dans une lutte pour la reconnaissance de l'identité palestinienne, s'appuyant sur l'islam ainsi que d'autres référentiels non-religieux y compris ceux mobilisés par le passé par l'OLP.